Une famille de déplacés sur dix à Bagdad a regagné son domicile

Une famille sur dix, chassée ou contrainte de quitter sa maison par les violences confessionnelles, a pu revenir chez elle à Bagdad, a affirmé hier le porte-parole du plan de sécurité de Bagdad.

«Sur 92 000 familles déplacées à Bagdad, seulement 11 000 sont retournées chez elles et nous espérons que leur nombre augmentera prochainement», a affirmé à la presse le général Kassem Atta.

«Il existait un plan d'Al-Qaïda et des partisans du confessionnalisme pour diviser la capitale en secteurs confessionnels et faire en sorte que chaque confession vive séparée l'une de l'autre», a-t-il assuré.

Selon une étude réalisée en février 2008 par le ministère irakien des Déplacés et des Migrants, 43 % des 212 063 familles déplacées en Irak sont originaires de Bagdad.

Cet immense mouvement de population a commencé avec les milliers d'assassinats confessionnels qui ont suivi l'attentat contre un mausolée sacré pour les chiites dans la ville sunnite de Samarra en février 2006.

Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR), cette vague a pris fin à l'été 2007 et un timide retour s'est amorcé à l'automne 2007, surtout à Bagdad.

Photo: DR

Et la vie reprend.

Le général Atta a indiqué qu'il y a quelques jours, 240 familles étaient rentrées chez elles dans le quartier al-Karkh, sur la rive ouest de Bagdad à majorité sunnite.

«D'autres vont suivre», a-t-il assuré ajoutant que «ce retour est de la responsabilité des ministères, des hommes religieux et de tous».

«Il y a des groupes terroristes qui ne veulent pas le retour des familles et qui essaient de les empêcher de revenir mais le gouvernement et l'armée suivent de près à cette affaire», a-t-il encore dit.

La semaine dernière, le fils d'un important député sunnite avait été arrêté au moment où il plaçait une bombe dans la maison d'une famille de déplacés, dans un quartier à majorité sunnite d'où les chiites avaient été chassés et commencent à revenir.

AFGHANISTAN

Un soldat allemand tué dans un attentat, trois blessés

Un soldat allemand a été tué hier dans un attentat dans le nord de l'Afghanistan et trois autres militaires ont été légèrement blessés, a annoncé le ministre allemand de la Défense, Franz Josef Jung.

«Un soldat de l'armée allemande, engagé en Afghanistan, a été tué dans un attentat sournois et trois autres soldats allemands ont été blessés» et transportés à Mazar-é-Charif, grande ville du nord de l'Afghanistan, pour y être soignés, a précisé M. Jung devant la presse à Berlin.

«Je présente mes condoléances aux proches du soldat. Je souhaite aux blessés une convalescence rapide», a-t-il ajouté.

La chancelière allemande Angela Merkel est «profondément touchée» par la nouvelle et a exprimé «son espoir d'une convalescence rapide» des trois blessés, a déclaré le porte-parole de la chancellerie Ulrich Wilhelm au cours d'un point presse.

«Ce matin, vers 06h55 notre heure, 09h 25 heure afghane, la patrouille a été

touchée au sud de son camp de Kunduz. Huit véhicules étaient en route», a expliqué le ministre.

«Nous assistons à une aggravation de la situation en matière de sécurité en Afghanistan», a-t-il relevé.

Pour cette raison, «nous avions envoyé des renforts à Kunduz» et la patrouille attaquée appartenait à ces forces, a précisé M. Jung, assurant qu'il y avait d'«énormes mesures de protection» autour des soldats. «Je veux souligner que cet attentat ne saurait nous freiner dans notre mission d'apporter stabilité et développement politique» à l'Afghanistan, a-t-il déclaré.

«Nous avons là-bas, justement dans le nord où nous avons le commandement,

une tâche importante qui sert aussi la sécurité des citoyennes et des citoyens

ici en Allemagne : l'Afghanistan n'a pas le droit de redevenir le terrain d'entraînement du terrorisme», a-t-il martelé. Les Allemands sont régulièrement la cible d'attaques en Afghanistan où Berlin a déployé quelque 3 500 soldats dans le cadre de la Force internationale

d'assistance à la sécurité (Isaf) de l'Otan. Début août, une agression armée contre des coopérants civils, qui n'avait pas fait de victimes, était survenue au surlendemain d'une attaque ayant fait trois blessés dans les rangs allemands, tandis qu'un autre attentat avait blessé trois soldats allemands en mars.

Depuis 2002, douze soldats allemands ont été tués dans des attentats, tandis que 16 sont morts par accident. Au total, 187 soldats de l'Otan ont trouvé la mort depuis le début de l'année 2008, dont dix français pris dans une embuscade la semaine dernière.

Les ONG aussi sont souvent pris pour cibles, comme l'illustre la découverte hier du corps criblé de balles d'un travailleur humanitaire japonais enlevé mardi dernier par les talibans.

DISPARITION D'UN IMAM CHIITE

La justice libanaise inculpe Mouammar Kadhafi

La justice libanaise a inculpé et demandé l'arrestation du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi pour la disparition, depuis une visite en Libye en 1978, de l'imam Moussa Sadr, chef spirituel chiite libanais, a-t-on appris hier de source judiciaire.

«Nous avons décidé (...) d'inculper Mouammar Kadhafi (...) d'incitation à l'enlèvement et à la privation de liberté (...) de l'imam Moussa Sadr» et de ses deux compagnons, écrit le juge d'instruction Samih El Hajj dans l'acte d'accusation, dont l'AFP a obtenu une copie.

Le juge a estimé qu'en commettant ces délits, passibles de prison à vie en vertu du code pénal libanais, le dirigeant libyen a également «incité à la guerre civile au Liban et au conflit armé entre confessions».

Selon la loi libanaise de lutte contre le terrorisme, ce crime est passible de la peine de mort, d'après une source judiciaire.

Six autres ressortissants libyens ont été également inculpés pour «participation à l'enlèvement».

Le juge a aussi décidé d'«émettre un mandat d'arrêt» à l'encontre du dirigeant libyen et des six autres inculpés.

Selon la loi, les magistrats peuvent émettre des mandats d'arrêt contre les personnes qui ne répondent pas aux convocations de la justice.

En février, un avis de convocation de M. Kadhafi a été émis après qu'une première demande, transmise via le ministère libanais des Affaires étrangères, est restée sans réponse.

Cette inculpation survient quelques jours avant le trentième anniversaire de la disparition de l'imam Moussa Sadr.

Le parquet libanais avait ordonné en août 2004 la réouverture de l'enquête

sur cette affaire après avoir été saisie d'une plainte par les familles de l'imam Sadr et de ses deux compagnons disparus en même temps que lui. L'imam Sadr, fondateur du mouvement chiite Amal, dont le chef actuel Nabih Berri est président du Parlement, n'a plus donné signe de vie depuis une visite en Libye en août 1978.

Le mouvement Amal et les proches des disparus accusent le régime libyen d'être responsable de la disparition de l'imam et de ses compagnons, son bras

droit cheikh Mohammad Yacoub et le journaliste Abbas Badreddine.

La Libye dément, pour sa part, la disparition des trois hommes sur son territoire.

AVION DÉTOURNÉ

Tripoli dément l'arrestation des pirates

La Libye a démenti hier que les pirates de l'air, auteurs du détournement d'un avion de ligne soudanais vers la Libye, aient été arrêtés comme l'a affirmé le directeur de la compagnie aérienne soudanaise.

«L'avion est toujours à sa place, les portes sont fermées et les pirates sont toujours à l'intérieur avec les membres d'équipage», a indiqué ce responsable à l'AFP depuis l'aéroport de Koufra (sud-est libyen) où l'avion est stationné depuis mardi soir. Une source de l'aviation civile libyenne citée par l'agence officielle libyenne Jana a également «démenti les informations sur l'arrestation des pirates», affirmant que «les négociations se poursuivent» avec les ravisseurs.

Le directeur de la compagnie intérieure Sun Air à laquelle appartient l'avion détourné, Mortada Hassan, a affirmé plus tôt que «les autorités libyennes viennent juste d'arrêter les deux pirates de l'air dans l'avion».

Selon lui, la compagnie va envoyer un autre avion à l'aéroport militaire de Koufra pour ramener les passagers au Soudan.

L'avion avait été détourné mardi dernier après son décollage de Nyala dans le Darfour, d'où il devait se rendre à Khartoum.